



**Déclaration de la CGT Educ'Action 31
CSA Départemental Haute Garonne
Lundi 10 juin 2024
Rentrée scolaire 2024 – phase 2
1^{er} degré**

Monsieur le DASEN,

Les résultats des élections européennes d'hier, dimanche 9 juin, sont extrêmement inquiétants. C'est un désaveu cinglant pour le président Macron et sa politique répressive et antisociale. Lui qui se posait pourtant, depuis 7 ans, comme le « barrage à l'extrême droite ». En fait de barrage il en aura été le meilleur marche-pied vers les portes du pouvoir.

Avec la mise en œuvre de dispositions directement issues du programme de l'extrême-droite, Macron a encouragé et favorisé sa progression. Par ses politiques anti sociale, anti immigrés, de destruction des services publics, dont celle de l'école avec ses réformes tirées du programme du RN comme le choc des savoirs qui va accentuer le tri social des élèves après la réforme du Bac et la mise en place de Parcoursup. On peut également évoquer la labellisation des manuels ainsi que la volonté de mise au pas des enseignant-es dès leur formation...

Aujourd'hui l'heure est grave ; celles et ceux qui ont œuvré et/ou permis la montée d'un parti fasciste à un tel niveau, à commencer par le président Macron lui-même, portent une très lourde responsabilité.

Devant la gravité de la situation la CGT appelle l'ensemble des organisations de progrès à s'unir dans un front contre l'extrême droite dans un grand mouvement populaire et progressiste.

A la CGT, nous ne cesserons de nous battre pour le progrès, pour l'émancipation de toutes et tous, contre le racisme, le sexisme, et toutes les formes de discriminations.

C'est dans cet esprit que nous formulons la déclaration qui suit.

En ces temps agités, nous commencerons donc cette déclaration par une pensée pour le peuple palestinien victime d'un génocide depuis 8 mois maintenant, chaque jour apportant une nouvelle série de massacres touchant indistinctement et essentiellement les civils, enfants, femmes et hommes.

Le soutien toujours plus inconditionnel porté par le gouvernement est chaque jour plus insupportable. La CGT continue de demander le cessez le feu immédiat et inconditionnel pour que cessent les crimes de guerre et crimes contre l'humanité tels que nommés par la Cour pénale internationale. La CGT condamne également les violences subies par les personnes, dont des lycéen-nes et étudiant-es, mobilisé-es pour le soutien au peuple Palestinien et au respect de ses droits, dont celui de vivre, réprimé-es, parfois très violemment.

Cette violence et ces interpellations s'inscrivent dans un contexte de plus en plus autoritaire dans lequel les voix pour la paix dans la bande de Gaza sont bâillonnées et intimidées. Nous réaffirmons que personne ne nous fera taire et que nous continuerons notre mobilisation jusqu'à l'obtention d'un cessez-le-feu permanent à Gaza, la fin de la colonisation en Cisjordanie et la reconnaissance, par la France, de l'État de Palestine.

La question coloniale s'est aussi invitée ces dernières semaines dans l'actualité avec la situation plus que dégradée en Nouvelle Calédonie – Kanaky qui a entraîné plusieurs morts.

La volonté du gouvernement français et du Président de la République de faire passer une réforme constitutionnelle en force, après avoir refusé le report du 3eme référendum, a soulevé la colère et le mécontentement de la population Kanak auxquels le gouvernement, appuyé par de véritables milices, a répondu par une violence inouïe. Le bilan humain est tragique et le gouvernement par sa politique de maintien d'une situation coloniale ultra répressive en porte la totale responsabilité.

L'heure n'est pas à la répression de ce mécontentement et de ces expressions ces troubles mais à l'ouverture de négociations pour aboutir à un accord entre les communautés permettant d'assurer un avenir à l'île et à ses habitant-es.

C'est dans ce désolant contexte que nous devons aborder la question de la rentrée scolaire dans notre département. Mais qui prendra la suite de l'actuel gouvernement et pour quelle politique ?

Là aussi le binôme Macron Attal a montré à quel point ils n'ont cure de l'école, de ses élèves, de ses personnels. Ils n'ont eu de cesse de les maltraiter et de les considérer comme des sujets qu'il faut mettre au pas.

Ainsi dans son intervention du 18 avril à Viry-Chatillon, l'encore 1^{er} ministre Attal citait 32 fois le mot « autorité » dans un discours pourtant dédié à l'École. Le ton était donné et bien loin de l'objectif d'émancipation que doit porter le service public d'éducation. Conseil de discipline dès le primaire, fichage des élèves « perturbateurs » dans le dossier Parcoursup, généralisation des uniformes mais aussi du SNU, labellisation des manuels, mise en place de classes de défense...

Telle est la liste non exhaustive mais déjà bien révélatrice du projet porté par nos gouvernants pour nos élèves et notre institution.

Nous ne sommes pas les seuls à avoir alerté sur ces mesures aux relents pétainistes : ainsi l'Unicef, dès le lendemain exprimait sa vive préoccupation à l'égard des mesures annoncées, lesquelles compromettent les avancées de la justice pénale des mineurs pourtant inscrites dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Et de préciser : « **ces nouvelles mesures risquent de porter atteinte aux principes fondamentaux qui favorisent la primauté de l'aspect éducatif sur le répressif et encouragent le relèvement de l'enfant** »

En l'état, les éléments connus à ce jour laissent clairement présager une rentrée encore plus catastrophique que les précédentes avec notamment :

- **Des résultats aux concours** de recrutements qui laissent, à nouveau, entrevoir un manque criant de personnels à la rentrée.
- **Un « choc des savoirs »** qui va accentuer la désorganisation des établissements, la charge de travail des personnels et organiser le tri social dès la classe de 6^{ème} !

- **Des effectifs par classe**, 1^{er} et second degrés confondus, qui n'en finissent plus d'exploser, avec pour l'instance de ce jour plus de 50 fermetures supplémentaires dans les écoles du département !

Concernant la Haute-Garonne : le CSA Départemental se réunit encore une fois à la veille d'une grève appelée par l'intersyndicale.

Cet appel à la grève est la suite de plusieurs journées de mobilisations depuis l'annonce de plus de 50 nouvelles fermetures de classe pour la rentrée prochaine dans les écoles du département. La situation lors de la phase 1 était déjà peu reluisante : aujourd'hui avec les mesures envisagées, la rentrée s'annonce catastrophique.

Pour commencer, l'annonce de fermetures de classes alors que le mouvement des enseignant-es dans le premier degré est achevé pose un sérieux problème concernant toutes et tous les collègues qui se retrouvent sans poste à la rentrée prochaine. Pour les écoles qui sont contraintes de se réorganiser dans l'urgence, en envisageant des conditions de travail pires que cette année par une réorganisation dans l'urgence des groupes aux effectifs augmentés notamment.

La baisse des effectifs dans le premier degré est minime : mais cette baisse ne permet pas aux équipes de souffler, d'envisager une rentrée plus sereine, de mettre en place des projets avec des classes à effectifs (un peu) plus réduits. Non, la baisse en effectifs de quelques élèves empirera souvent les conditions de travail dans les écoles.

De plus, la nouvelle méthode de calcul avec la pris en compte de la capacité d'accueil de toute l'école va amener les équipes à prendre les décisions intenable quant à l'organisation des effectifs par classe en allant au-delà des affichages de l'institution.

C'est souvent la même chose : comme dans le second degré pour le choc des savoirs, où on impose aux équipes de préparer une rentrée avec une organisation à laquelle elles sont totalement opposées pour l'immense majorité (groupes de niveaux notamment), on impose aux personnels d'organiser ce qui n'est pas organisable et bon pour l'équipe ni les personnels : c'est ce qu'on appelle la maltraitance institutionnelle.

Nous voulions aussi nous arrêter sur le nombre important de classes qui ferment en REP et REP+. Là où les élèves en ont le plus besoin, on retire des adultes encadrants. Quelle logique dans tout cela ? Et après, on en revient au discours de G. Attal sur l'autorité. Quelles leçons pour nos élèves ? Que leur apporte l'école ?

Ces dégradations du service public ne font que favoriser les écoles privées qui s'en nourrissent. Notre ancienne ministre Oudéa Castéra n'est pas loin, c'est la même logique qui se poursuit (et on ne parle pas de Guérini dont la réforme serait un grave danger pour la fonction publique notamment lorsque l'extrême droite est aux portes du pouvoir).

C'est pour ces raisons qu'avec l'intersyndicale, la CGT Educ'action soutient les écoles et personnels qui se mobilisent avec les familles et contestent les fermetures de classes : nous demandons l'annulation des fermetures de classes, le recrutement de personnels, d'enseignement et d'accompagnement notamment, à hauteur des besoins pour garantir un service public d'éducation de qualité pour toutes et tous les élèves et des conditions de travail digne pour les personnels.